



Séance publique annuelle

Le lundi 4 novembre 2019 s'est tenue sous la Coupole de l'Institut la séance solennelle de rentrée de l'Académie des sciences morales et politiques, laquelle a réuni plus de 400 invités autour des lauréats de l'année et en présence de Monsieur le Chancelier Honoraire, de Madame la Secrétaire perpétuelle de l'Académie française, du Chancelier de l'Institut et des membres et correspondants de l'Académie.

Le président **Georges-Henri Soutou** a ouvert la séance en rappelant combien le rôle de l'Académie qui, depuis sa refondation en 1832, s'applique à accompagner la transformation de la France, de l'Europe et du monde par une réflexion organisée reposant sur l'interpénétration de différentes disciplines, est plus que jamais pertinente face aux bouleversements et aux incertitudes actuels. Après avoir rendu hommage à la mémoire de ses confrères décédés et salué les nouveaux membres et correspondants élus, Georges-Henri Soutou a ensuite relevé les événements marquants de l'année, notamment les publications et les divers colloques. Il a ensuite proposé une synthèse des travaux de l'année 2019 placée sous le thème de « l'action extérieure de la France ». Ce thème a été abordé sous l'angle que lui suggèrent la composition, le rôle et les traditions de l'Académie, à savoir une réflexion sur l'organisation, les moyens et l'action des pouvoirs publics en matière de politique extérieure et ce dans tous les domaines : géopolitique, diplomatique, militaire et culturel. Après avoir retracé l'évolution des modèles d'action extérieure (celui de la Guerre froide puis celui de la période post-1990), le président a remarqué qu'en cette fin d'année 2019, nous sommes sans doute entrés dans une nouvelle phase – imprévisible il y a encore deux ans – qui modifie les paramètres de notre action extérieure, amenant notamment à passer d'une « souveraineté solitaire » à une « souveraineté solidaire », seule apte à répondre aux grands défis contemporains. Après avoir souligné l'importance du détour culturel et du regard des autres, il a mis en exergue l'importance d'une réflexion stratégique sur le *soft power* – que ce soit via le domaine culturel, scientifique ou juridique –, et éclairé successivement les relations de la France avec l'Europe et certains de ses pays membres (dont l'Italie et la Grande-Bretagne), les Etats-Unis, l'Afrique, le Moyen-Orient et la Russie pour se doter d'une vision kaléidoscopique. Enfin, la défense – notamment les OPEX – et la sécurité nationale, y compris à travers la politique du renseignement, ont été un volet important des travaux de l'année 2019, Georges-Henri Soutou rappelant que derrière l'euphémisation de l'expression consacrée, « les opérations extérieures, c'est la guerre ». Il a insisté sur la nécessité de revenir à une vision plus réaliste des choses : quelle que soit l'issue du Brexit, il faudra garantir nos relations avec le Royaume-Uni ; le monde a pris conscience d'une diplomatie et d'une défense qui ne se résument pas à l'OTAN et que notre engagement en Afrique n'est pas un avatar de la Françafrique mais une nécessité économique et de sécurité pour l'ensemble de l'Europe. Pour conclure, le président a appelé les Européens à réapprendre à penser stratégiquement, et à le faire ensemble.

Le vice-président **Pierre Delvolvé** a ensuite proclamé, comme il est d'usage et dans un style enlevé qui a su tenir le public en haleine, les noms des 44 lauréats distingués par l'Académie en 2019 par 36 prix différents. Tous ont été généreusement applaudis par l'assemblée.

La cérémonie s'est poursuivie avec l'allocution du secrétaire perpétuel **Jean-Robert Pitte** qui a choisi, cette année, d'évoquer « Les caractères originaux de la géographie de la France ». Rappelant que « rien n'était écrit d'avance » et qu'aucun aspect de sa géographie physique ne prédisposait notre pays à exister dans son périmètre et son organisation actuels, Jean-Robert Pitte a souligné que

Agenda

Lundi 11 novembre

Pas de séance.

Lundi 18 novembre

-11h : réunion de la section Economie politique, statistiques et finances (salon Dupont-Sommer).
-12h30 : déjeuner des académiciens.
-15h : Présentation de **Maurice QUENET**, correspondant de la section Morale et Sociologie et de **Alain DEJAMMET**, correspondant de la section générale. Communication de **Alain DEJAMMET**, Ambassadeur de France, correspondant de l'académie : « La France et les Nations unies : une histoire critique ».

Lundi 25 novembre

-15h : **Hervé GAYMARD**, ancien ministre, président du conseil départemental de Savoie : « La France, puissance polaire ».
-17h30. Remise du prix Rabelais par **Jean-Robert PITTE** et le chancelier **Xavier DARCOS** (grande salle des séances).

Lundi 2 décembre

-15h : Présentation de **Luis ARROYO ZAPATERO**, correspondant de la section Morale et Sociologie. Communication du **Général Henri BENTEGEAT**, ancien chef d'état-major des armées : « Les interventions militaires de la France sont-elles encore utiles et efficaces ? »



©Juliette Agnel

Séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales et politiques
le lundi 4 novembre 2019, sous la coupole de l'Institut de France.

si la France est parvenue à un moment de son histoire où elle est en paix avec ses voisins, elle l'est peut-être moins dans sa cohésion interne et qu'un nouveau désir de vivre ensemble est à imaginer. Pour cela, réfléchir à la manière dont elle s'est constituée en nation et a organisé son espace vital peut être un ressort salvateur permettant de dépasser les peurs actuelles, que ce soit celle de la mondialisation ou celle du collapsus environnemental planétaire.

Après avoir rappelé que les milieux ne sont que la résultante de choix humains plus ou moins rationnels, s'incarnant dans un projet géopolitique et sont donc toujours mouvants, Jean-Robert Pitte a rappelé, en évoquant la célèbre conférence d'Ernest Renan, que la Nation France était avant tout une idée, un sentiment plus ou moins bien partagé par ses habitants, et s'est inquiété que « ce désir clairement exprimé de continuer la vie commune », selon les mots de Renan, ne s'essouffle chez nos compatriotes alors qu'il a constitué pendant plus d'un millénaire le ciment du territoire français. Aussi, face à la remise en cause, à la fois critique mais aussi attentiste des Français, d'un État dont ils attendent tout mais dans lequel ils n'ont plus confiance, Jean-Robert Pitte s'est interrogé sur l'effet que produirait sur les Français l'usage, par le président de la République française, de la célèbre formule de J.F. Kennedy dans son discours d'investiture : « Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays ». L'orateur a ensuite insisté sur la spécificité du modèle centralisé français, unique en Europe, dont la construction, tant institutionnelle que territoriale, s'est révélée aussi centripète que l'était l'Empire romain, et a abouti à faire de Paris une métropole de plus de 12 millions d'habitants - soit 18% de la population française. Si cette concentration démographique, économique, politique et culturelle, déjà relevée par Montaigne ou Michelet en leur temps, permet sans doute à la France d'occuper le rang de 7^{ème} puissance économique mondiale alors qu'elle n'est qu'à la 20^{ème} place par sa population, cela ne se fait pas sans un coup certain pour la province, et notamment l'espace rural, en dépit des tentatives, encore inabouties, de décentralisation depuis 1982. Or le « millefeuille territorial » français, parfois critiqué, reste très ancré tant dans les mentalités que dans la géographie de la France, les Français restant encore très attachés à l'une des 34 968 communes héritées des paroisses ainsi qu'à leur département, beaucoup moins aux grandes régions qui n'ont en outre pas encore fait la preuve de leur efficacité administrative. En conclusion, Jean-Robert Pitte a rejeté « l'ambition de feuille morte » qui consiste à se contenter d'être dans le vent, selon l'expression de Gustave Thibon, et les idées reçues qui tiennent lieu de pensée. Il a exhorté l'Académie des sciences morales et politiques, mais aussi les quatre autres compagnies abritées par cette maison dont le vert printanier des habits peut se lire comme un symbole de perpétuelle jeunesse, à aider notre pays « à reprendre les rênes de son destin et à aménager son cadre de vie » afin de faire de la France « une terre aimée où il fait bon vivre ». A donner, finalement, une pleine réalité à la maxime de Thomas Jefferson, associé étranger de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, qui affirmait que « Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France ».

Dans la presse et sur les ondes

Jean-François Mattei, dans sa chronique pour *La Croix* (mardi 15 octobre) intitulée « Quand demain frappe à la porte », attire notre attention sur le fait que le trépied des vertus qui constitue le socle de la pensée postmoderne depuis une cinquantaine d'années - individualisme, hédonisme et matérialisme - pourrait rapidement céder la place à un nouveau référentiel de valeurs : face à l'urgence environnementale, la jeunesse est en train de retrouver la hiérarchie des enjeux et d'initier de nouvelles formes de recours aux valeurs spirituelles, en appelant, au nom de l'humaine condition, à se lever pour un monde meilleur et plus accueillant. **Jean-Claude Trichet** a publié dans *Le Monde* (mardi 22 octobre) une tribune intitulée « Les attaques contre la BCE ne visent pas la bonne cible » dans laquelle il rejette les critiques formulées par six anciens dirigeants de banques centrales à l'encontre de la politique monétaire menée par la BCE ces dix dernières années. Il souligne *a contrario* la stabilité des prix que la BCE a donnée aux Européens ainsi que la remarquable résilience de l'euro et de la zone euro depuis 2007 et le début de la crise des *subprimes*. Dans l'interview qu'il a donnée le 31 octobre à Julia Chatterley dans l'émission *First Move* sur CNN international, il est revenu sur les défis posés par les politiques monétaires des banques centrales, a rappelé le succès de l'Euro, et salué l'intronisation de la nouvelle présidente de la BCE, Christine Lagarde. Le même jour, il était interviewé par David Doukhan sur *Europe 1*, et commentait la situation économique européenne et française, les défis internationaux et en particulier celui de la transition énergétique. Le 5 novembre, dans le cadre de l'émission « Agora » de Serena Bortone sur la *RAI*, la télévision italienne publique, il s'est exprimé sur l'attitude de l'Italie vis-à-vis de l'Europe et il est revenu sur le bilan de la BCE et de l'euro ainsi que sur le bilan du mandat de Mario Draghi.

Dans les pages « Idées » du *Monde* (vendredi 25 octobre), **Mireille Delmas-Marty** signe une longue tribune dans laquelle la juriste qu'elle est s'inquiète de l'appel à la constitution d'une « société de vigilance » émis par le chef de l'Etat à la suite de l'attentat terroriste survenu le 3 octobre à la Préfecture de Paris. Dans un monde où se multiplient les dangers inhérents aux changements climatiques et aux crises sociale et migratoire, la « vigilance » au motif du combat contre le terrorisme risque d'entraîner un « glissement » de l'Etat de droit vers un Etat érigeant en absolu le « culte de la sécurité », un Etat de surveillance. Celui-ci, pourvu des moyens de l'intelligence artificielle, aurait les moyens d'accomplir le sort que Tocqueville avait imaginé pour les démocraties dans *De la démocratie en Amérique* - « un despotisme plus étendu et plus doux qui dégraderait les hommes sans les tourmenter ». La juriste retrace les étapes qui, au rythme d'une loi par an depuis la loi du 25

février 2008 sur la rétention de sécurité, renforce le pouvoir administratif, marginalise le juge et étend la répression à la prévention puis à une prédiction de plus en plus précoce. Dans cette évolution, l'Etat de surveillance pourrait même glisser vers une surveillance sans Etat, et une surveillance mondiale en s'appuyant sur des entreprises transnationales proposant des solutions numériques en matière de perception des signaux faibles, de reconnaissance faciale et de transfert de données de masse. Contre le destin que dessine ce culte de la sécurité généralisé, l'académicienne appelle à lutter en mobilisant toutes les énergies et en harmonisant les différences autour d'un destin commun.

À savoir

Marianne Bastid-Bruguière a donné le 15 octobre, dans l'amphithéâtre du Service de l'éducation de l'ambassade de Chine, la conférence d'ouverture de la 4^e session de la [Semaine académique à l'étranger](#) organisée par l'Université de Wuhan avec l'École nationales des chartes, l'Université Paris-Diderot et l'INALCO. Sa conférence a porté sur « Échanges, circulation et brassages culturels vus de Chine et d'Europe ».

Thierry de Montbrial a donné le 8 octobre une interview dans l'émission « [l'heure H](#) » de BFM Business. Il y a livré son analyse de l'attitude de Donald Trump concernant les frontières syriennes, de la décision à venir de Boris Johnson dans les négociations autour du Brexit, et dévoilé les sujets abordés lors de la 12^e édition de la World Policy Conference organisée par l'IFRI du 12 au 14 octobre à Marrakech (à réécouter sur <https://thierrydemontbrial.com/brexit-aura-t-il-vraiment-lieu-le-31-octobre/>). Dans *les Échos* du 11 octobre, il analyse le concept d'Europe puissance, revient sur la crise du Brexit et commente le rôle de force de médiation et d'équilibre que la France pourrait jouer avec la Russie et l'Iran dans un contexte marqué par le désengagement des États-Unis du Proche-Orient (<https://thierrydemontbrial.com/personne-ne-peut-compter-durablement-sur-les-etats-unis/>).

Jean-Claude Trichet a participé à la *World Policy Conference* présidée par **Thierry de Montbrial** du 12 au 14 octobre à Marrakech en intervenant sur les relations entre l'Euro et le Dollar et sur les questions financières internationales. Lundi 14 octobre, dans l'article « Mario Draghi's critics are misguided » dans le *Financial Times*, il a défendu la politique monétaire de la BCE prise à parti dans un Mémoire publié par six ex-banquiers centraux dénonçant la politique monétaire « extrêmement accommodante » de la BCE. Le 30 octobre, il a prononcé un discours à Francfort (Paulskirche) à l'occasion du colloque « Europe in a changing world order » organisé par le quotidien allemand *Die Zeit*. Le même jour, il a donné une interview à la chaîne de télévision allemande N-TV.

Philippe Levillain a participé à la 22^e édition des Rendez-vous de l'Histoire de Blois consacrée à l'Italie du 9 au 13 octobre en prenant part à la table ronde « Rome, une ville dans l'histoire (de l'Italie et du monde) » le 11 octobre, modérée par Olivier Grenouilleau, inspecteur général de l'éducation nationale.

Bernard Stirn a participé à une table ronde sur « le droit local alsacien mosellan, enjeux et perspectives », le 18 septembre à Metz lors du 12^{ème} Congrès interrégional des notaires. Des mélanges en son honneur, publiés par les éditions Dalloz sous le titre *La scène juridique : harmonies en mouvement* lui ont été remis le 22 octobre à Sciences-Po par Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État et Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'Etat, président du comité d'honneur. La cérémonie, organisée par Frédéric Mion, directeur de Sciences po, a réuni tous les auteurs ayant contribué à ces Mélanges, en présence du Premier ministre Edouard Philippe, et de l'ancien Premier ministre, Bernard Cazeneuve.

Georges-Henri Soutou a donné une interview au magazine *Défense* pour son numéro spécial de septembre 2019 sur les « Représentations du monde ». Il y évoque le programme 2019 de l'Académie qui a porté sur l'action extérieure de la France et aborde les questions du récit national et de l'aspiration française à l'universalisme ainsi que celle du droit ou du devoir d'ingérence qui n'est plus très à la mode depuis l'affaire libyenne en 2011 et suscite beaucoup plus de prudence aujourd'hui. Il rappelle que dans « opération civilo-militaire », il y a un trait d'union et que c'est là toute la complexité.

Jean-Robert Pitte et **Rémy Brague** comptent, avec de nombreux universitaires et intellectuels, au nombre des signataires de la lettre envoyée à la présidence de l'Université de Bordeaux-Montaigne pour protester contre l'annulation de la conférence que Sylviane Agacinski devait y prononcer le 24 octobre sur « L'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique ». Ils s'élèvent contre la décision de la présidence qui, au motif d'«assurer la sécurité des biens et des personnes» dans une situation ne permettant pas la tenue d'un débat, fait le jeu de groupuscules qui manient l'intimidation, en l'occurrence pour censurer la position critique de Sylviane Agacinski sur l'extension de l'Aide Médicale à la Procréation en dehors de problèmes médicaux. De tels épisodes, qui se multiplient, constituent une entrave insupportable à la liberté d'expression et au fonctionnement de la réflexion collective et contradictoire qui est à la base même de l'Université. Ils en appellent l'Université à reprogrammer la conférence en assurant les conditions d'un échange digne et constructif.

Événements à venir à l'Académie

Le jeudi 28 novembre, de 13h30 à 18h15, aura lieu la célébration du centenaire de l'Union Académique Internationale, fondée en 1919 et qui rassemble plus d'une centaine d'académies nationales, dans le cadre d'une conférence qui se tiendra dans l'auditorium André et Liliane Bettencourt, et où se croiseront les regards, à la fois rétrospectif et prospectif, de différents intervenants sur les actions et les missions de l'UAI.